



« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de
l'Université Toulouse 1 Capitole.

Y A-T-IL TOUJOURS UN INTÉRÊT FISCAL À SOUSCRIRE UNE ASSURANCE-VIE ?

MICHEL LEROY

Référence de publication : Les Nouvelles Fiscales, N° 1098, 15 octobre 2012

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,
contacter portail-publi@ut-capitole.fr

Y A-T-IL TOUJOURS UN INTÉRÊT FISCAL À SOUSCRIRE UNE ASSURANCE-VIE ?

- Fiscalité des produits et stratégies de rachat Optimisation de l'assiette taxable
- Fiscalité des produits et stratégies de rachat Optimisation du taux applicable
- Impacts des réformes fiscales envisagées Les réformes probables
- Impacts des réformes fiscales envisagées Les réformes possibles

Doit-on encore préconiser la souscription de contrats d'assurance-vie dans le but de constituer une épargne à terme ou d'optimiser la transmission, à l'heure où les avantages fiscaux de l'assurance-vie sont promis au déclin sinon dès l'adoption de la loi de finances pour 2013 au moins plus sûrement dans les mois et années qui suivront cette loi ?

La réponse à cette question suppose de mesurer au préalable l'impact des réformes fiscales sur le comportement des épargnants, étant entendu que, selon la tendance de l'époque, réformer consiste à aggraver les charges pesant sur les produits ou sur la valeur du contrat, dans la recherche de rentrées fiscales immédiates.

[L. fin. rect. 2011, no 2011-900, 29 juill. 2011, JO 30 juill.]

[Lamy fiscal 2012, § 5728, 7844 et s. et 8064 et s.]

Sans doute, pour les ménages les moins fortunés, l'influence de la fiscalité sur le choix de l'assurance-vie est modeste, car ce support leur apparaît essentiellement comme un placement de sécurité et non comme une enveloppe fiscale. Le souscripteur exonéré d'impôt sur le revenu (IR) ou faiblement imposé n'a en pratique que faire des règles favorables gouvernant actuellement la fiscalité des produits (1) . Ce qui

détermine son choix, c'est la sécurité du placement, le rendement et la liquidité. En d'autres termes, pour ces souscripteurs, les futures réformes fiscales, au moins si elles se limitent à modifier le prélèvement forfaitaire libératoire (PFL) ou la définition de la durée fiscale du contrat, ne constitueront pas une cause particulière de décollecte. La réforme du livret A et du livret de développement durable (LDD) (2) , dont l'effet concret est de priver l'assurance-vie de son avantage lié à l'absence de plafonnement, est de nature à produire un effet beaucoup plus grand : ajoutée au déclin de la rentabilité des fonds en euros, dont le rendement net est proche de celui du livret A, cette modification législative devrait accentuer la décollecte dans cette classe d'épargnants (3) .

Pour les souscripteurs plus aisés, la fiscalité joue en revanche un rôle bien plus important, qu'il s'agisse de l'imposition à l'IR des produits lors du rachat ou de l'imposition de la garantie décès. Pour apprécier les conséquences des réformes envisagées, il faut rappeler les règles aujourd'hui applicables, en ayant toutefois à l'esprit que les prélèvements sociaux constituent la principale charge frappant les produits des contrats d'assurance-vie, et que les évolutions en la matière ont été particulièrement importantes et critiquables (4) .

Notre propos, pour diverses raisons, ne concernera que les évolutions possibles, c'est-à-dire qui ont été envisagées, de la fiscalité des produits. Nous pouvons noter cependant que la seconde loi de finances rectificative pour 2012 a indirectement renforcé l'intérêt de l'assurance-vie comme technique d'optimisation fiscale de la transmission en aggravant la fiscalité des droits de mutation à titre gratuit. En effet, ce collectif budgétaire a, entre autres, diminué l'abattement applicable en ligne directe à 100 000 € (5) , supprimé l'actualisation annuelle des abattements et barèmes applicables aux droits de succession et de donation et allongé le délai de rappel fiscal (6) . Il n'a en revanche pas modifié l'article 990 I du CGI (7) , ce qui constitue une rupture avec la période récente qui avait été marquée par une certaine harmonisation du traitement fiscal des valeurs acquises au décès. Ainsi, la loi du 21 août 2007 (8) a-t-elle exonéré certaines personnes, dont le conjoint et le partenaire pacsé, à la fois de la fiscalité de la garantie décès et de la fiscalité successorale ; en outre, la loi de finances rectificative du 29 juillet 2011 (9) , a conféré au taux du prélèvement de l'article 990 I du CGI un caractère progressif, justifié par le rehaussement du taux des deux tranches supérieures applicables aux droits de mutation à titre gratuit en ligne directe et entre époux ou partenaires (10) .

→ Fiscalité des produits et stratégies de rachat

La fiscalité des produits est essentiellement incitative. Ainsi, la volonté d'orienter l'affectation des primes vers le financement de l'économie est clairement affirmée (11) . Cet objectif suppose de favoriser la

détention longue de l'épargne, afin de permettre à l'assureur une gestion des primes dans le temps, lui donnant la possibilité, par la stabilité que la durée de détention génère, d'allouer une part plus importante de ces versements au financement de l'économie en général et des entreprises en particulier.

Techniquement, l'incitation à la détention longue se manifeste par :

l'absence de taxation des produits pendant la phase de constitution de l'épargne ;

une pression fiscale d'autant plus faible que la durée du contrat s'accroît.

En d'autres termes, le souscripteur peut aisément bénéficier d'une double optimisation : d'assiette et de taux.

Optimisation de l'assiette taxable

Les règles actuellement applicables permettent au souscripteur de bénéficier d'un double avantage d'assiette.

Le premier avantage résulte du mécanisme de la capitalisation. En effet, le produit imposé est égal à la différence entre le montant des sommes remboursées au bénéficiaire au titre du bon ou contrat et celui des primes versées par le souscripteur (12) . L'administration fiscale en conclut que pour le rachat partiel les primes versées ne sont retenues qu'au prorata des sommes remboursées sur la valeur de rachat de la totalité du contrat à la même date. Ce qui s'exprime par le calcul suivant : *Montant du rachat partiel - (Total des primes versées à la date du rachat partiel × Montant du rachat partiel/Valeur totale de rachat à la date du rachat partiel)*.

Le second avantage résulte de la **définition de la durée fiscale du contrat**. Lorsque la durée du bon ou du contrat est égale ou supérieure à 6 ans (pour les bons ou contrats souscrits entre le 1^{er} janvier 1983 et le 31 décembre 1989) et à 8 ans (pour les bons ou contrats souscrits à depuis le 1^{er} janvier 1990), il est opéré, pour l'ensemble des bons ou contrats détenus par un même contribuable, un abattement annuel de 4 600 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de 9 200 € pour les contribuables mariés soumis à imposition commune sur la somme des produits acquis depuis le 1^{er} janvier 1998, ou constatés à compter de la même date pour les bons ou contrats en unités de compte visés au *deuxième alinéa de l'article L. 131-1 du Code des assurances* (13) .

L'application cumulée de ces deux principes est particulièrement avantageuse pour les stratégies de constitution de revenus fondées sur des rachats partiels puisqu'elle permet de percevoir des sommes importantes dont seule une fraction très faible est taxée.

Par exemple, le cédant d'une entreprise, marié, investit le produit de cession sur un contrat d'assurance-vie ouvert voici 8 ans (14) . La prime nette versée est de 3 000 000 €. Des rachats programmés sont mis en place d'un montant de 90 000 € par an. Le souscripteur opte pour le prélèvement forfaitaire.

ANNÉE DE RACHAT	INTÉRÊT ANNUEL (EN €)	MONTANT DU RACHAT (EN €)	SOLDE (EN €)	PRODUITS RACHETÉS (EN €)
1	89.750,46	90.000	3.089.750,46	2.621,36
2	89.742,31	90.000	3.089.492,77	5.159,52
3	89.734,60	90.000	3.089.227,37	7.623,93
4	89.726,66	90.000	3.088.954,03	10.016,75
5	89.719,16	90.000	3.088.673,19	12.340,07
6	89.710,08	90.000	3.088.383,27	14.595,92

Il en résulte, dans notre illustration, qu'aucun produit n'est imposé à l'IR avant la quatrième année, parce que le souscripteur peut bénéficier du maximum de ces deux avantages d'assiette.

L'existence de ces deux règles a donc favorisé la mise en place de stratégies reposant sur la souscription de contrats pour « *prendre date* » puis le versement de sommes beaucoup plus conséquentes 8 années plus tard afin d'optimiser la fiscalité des rachats partiels.

Optimisation du taux applicable

En principe, les produits imposables des contrats d'assurance-vie doivent être compris par le souscripteur dans la déclaration d'ensemble de ses revenus (n° 2042).

Le souscripteur, personne physique, peut cependant opter pour le prélèvement libératoire forfaitaire (15) , option exercée par contrat (16) au plus tard au moment du versement des sommes. Le taux du prélèvement forfaitaire libératoire est dégressif par paliers en fonction de la durée du contrat :

durée inférieure à 4 ans = 35 % (contrat souscrit après le 1^{er} janvier 1990).

durée comprise entre 4 et 8 ans = 15 % (contrat souscrit après le 1^{er} janvier 1990).

Au-delà de 8 ans, le taux du prélèvement forfaitaire libératoire est égal à 7,5 % sauf les hypothèses particulières de contrats exonérés, tels que les contrats « *DSK* » et « *NSK* ».

L'avantage de taux résulte par conséquent, pour le souscripteur, de la dégressivité dans le temps du prélèvement à la source et surtout de la définition fiscale de la durée du contrat.

Depuis la loi de finances pour 1990 (17) , celle-ci est appréciée par rapport à la date du jour du premier versement sur le contrat d'assurance-vie (18) . Cette définition favorise les stratégies d'aubaine, en particulier de emploi de produits de cession dans un contrat d'assurance-vie ou de capitalisation (19) .

Dans l'exemple développé ci-dessus, l'imposition à l'IR, nulle les 3 premières années de rachat, reste très faible les années suivantes : 54,09 € la 4^e année ; 235,09 € la 5^e année.

→ Impacts des réformes fiscales envisagées

De façon un peu inattendue, le projet de loi de finances pour 2013, présenté en conseil des ministres le vendredi 28 septembre 2012, ne prévoit aucune réforme de la fiscalité de l'assurance-vie. Cette magnanimité est sans doute la conséquence de l'augmentation du plafond des certains livrets et de ses effets sur la collecte en assurance-vie. Cependant, il n'est pas impossible que ces réformes, évacuées dans le projet, reviennent lors des débats parlementaires. Nous examinerons donc les conséquences des principales réformes qui ont été récemment envisagées.

Les réformes probables

Les principales réformes qui ont été envisagées concernaient la faculté d'option au cours des 8 premières années et la définition fiscale de la durée du contrat. Il était en particulier préconisé que l'option pour le PFL ne puisse s'exercer qu'après 8 ans.

Isolée, une telle réforme n'aurait que peu d'impact sur les stratégies de rachat puisque celles-ci reposent essentiellement sur l'optimisation de l'assiette taxable.

En revanche, si cette suppression partielle de l'option s'accompagnait d'une réforme de la durée fiscale du contrat, les conséquences seraient beaucoup plus importantes, puisque, dans l'hypothèse que nous avons envisagée plus haut, le contrat, réceptacle des fonds, n'aurait pas une durée fiscale de 8 ans lors des premiers rachats. En effet, réformer la durée du contrat consisterait, quelle que soit la formule retenue, à prendre en compte la date de versement de chacune des primes et l'importance de chacune d'entre elles dans la valeur de rachat. Dans notre exemple, très classique, la principale prime est versée peu de temps avant les rachats partiels, de sorte que le souscripteur ne bénéficierait pas, dès les premières années, de l'abattement découlant de sa situation de famille.

La conséquence, dans l'hypothèse que nous avons prise en exemple, est un accroissement très sensible de la charge fiscale.

ANNÉE DE RACHAT	INTÉRÊTS RACHETÉS	IMPÔT AVANT RÉFORME	AVANT RÉFORME (TMI 45 %)
1	2 621,36	0 (pas d'assiette taxable)	1 179,61
2	5.159,52	0 (pas d'assiette	2 321,78

ANNÉE DE RACHAT	INTÉRÊTS RACHETÉS	IMPÔT AVANT RÉFORME	AVANT RÉFORME (TMI 45 %)
		taxable)	
3	7.623,93	0 (pas d'assiette taxable)	3 430,76
4	10.016,75	54,09	4 507,53
5	12.340,07	235,50	5 553,03
Total		289,59	16 992,71

Les réformes possibles

D'autres réformes sont envisageables et porteraient un coup fatal à l'assurance-vie placement.

Ainsi, l'inscription en compte des produits dans les compartiments euros des contrats d'assurance-vie ne constitue pas aujourd'hui un fait générateur de taxation. C'est une conséquence du mécanisme de capitalisation et une solution conforme à la finalité de la dépense fiscale. Cependant, ces produits sont assujettis annuellement aux prélèvements sociaux. Aussi, le législateur pourrait-il être tenté d'aligner le mode d'imposition à l'IR sur celui des prélèvements sociaux. Certaines propositions de loi récentes ont été en ce sens. Une telle réforme serait dévastatrice : elle provoquerait un accroissement considérable de la décollecte et une réorientation de l'épargne, pour la catégorie des souscripteurs les moins fortunés, vers les livrets défiscalisés (20) .

Une autre réforme serait tout aussi néfaste : lors de l'élaboration de la loi de finances pour 1998, il avait été proposé qu'en cas de rachat partiel, l'assiette taxable soit essentiellement constituée par les produits capitalisés. Une telle réforme accroîtrait de façon importante la charge des produits et sanctionnerait ceux qui sont dans la nécessité de procéder à des rachats partiels pour satisfaire des besoins de consommation (21) . Or, cette situation de nécessité est de plus en plus fréquente puisque, selon la Fédération française des sociétés d'assurance, 74 % des rachats effectués sont partiels et 48 % du total des retraits sont liés à un besoin de consommation.

COMMENTAIRE Les réformes fiscales envisagées ne constitueront pas pour la majorité des souscripteurs une cause importante de décollecte : le déclin actuel de l'assurance-vie trouve son explication dans la chute des rendements et dans la défiance des épargnants dans les placements financiers. Leur impact

sera nécessairement plus important pour les souscripteurs plus fortunés mais il faudra attendre d'avoir une vision complète des réformes affectant la fiscalité du patrimoine pour en apprécier l'importance.

BOI-RPPM-RCM-10-10-90-20-20120912.

POUR EN SAVOIR PLUS :

L. fin. rect. 2011, n° 2011-900, 29 juill. 2011, JO 30 juill.

Lamy fiscal 2012, § 5728, 7844 et s. et 8064 et s.

(1)

85 % des souscripteurs sont assujettis en deçà de la tranche de 30 % (Direction de la législation fiscale - chiffres de 2009).

(2)

Le plafond du Livret A pour les personnes physiques est porté de 15 300 € à 19 125 € (D. no 2012-1056, 18 sept. 2012, JO 19 sept.). Le plafond du LDD est doublé, passant de 6 000 € à 12 000 € (D. no 2012-1057, 18 sept. 2012, JO 19 sept.).

(3)

Au moins si le taux de rémunération du livret A n'est pas modifié à la baisse.

(4)

Sur les dernières réformes, V. notre article, L'assurance-vie, quelle évolution ? Dr. & Patr. 2011, no 208, p. 32-38.

(5)

L. fin. rect. 2012, no 2012-958, 16 août 2012, JO 17 août, art. 5, I, C, 1^o et IV, 1.

(6)

L. fin. rect. 2012, no 2012-958, 16 août 2012, JO 17 août, art. 5, I, A, D, H, 2^o, II, III et IV, 1.

(7)

L'article 990 I du CGI institue un prélèvement sui generis de 20 % ou 25 %.

(8)

L. no 2007-1223, 21 août 2007, JO 22 août ; loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (dite « Loi TEPA »).

(9)

L. fin. rect. 2011, no 2011-900, 29 juill. 2011, JO 30 juill. ; Les Nouvelles fiscales no 1073, p. 30 et s.

(10)

La loi de finances rectificative pour 2011 (juillet 2011) a augmenté de cinq points le tarif des deux dernières tranches du barème d'imposition applicable aux successions et aux donations consenties en ligne directe et de celui applicable aux donations entre époux ou entre partenaires liés par un PACS.

(11)

« Stimuler le développement de l'épargne individuelle à long terme afin de contribuer au financement de l'économie : tel est l'objectif visé par la fiscalité de l'assurance-vie destinée à encourager la détention longue d'un contrat afin de permettre aux assureurs d'allouer une plus grande part de leurs placements au financement des entreprises ».
<http://www.performancepublique.budget.gouv.fr/farandole/2012/pap/html/DBGPGMPRESSRATPGM145.htm>

(12)

CGI, art. 125-0 A, I : les sommes remboursées s'entendent avant déduction du remboursement des avances (produits afférents y compris) qui ont pu être consenties antérieurement, sauf lorsque les avances ont été considérées comme des rachats et elles-mêmes taxées.

(13)

CGI, art. 125-0 A, I, al. 4 : en cas de séparation du couple en cours d'année, ou au contraire en cas d'union au cours de celle-ci, c'est la situation du redevable lors de l'imposition qui est prise en compte.

(14)

L'optimisation de la situation fiscale du souscripteur pourrait exiger la souscription de plusieurs contrats d'assurance-vie et/ou de capitalisation afin en particulier d'optimiser son impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Pour la clarté du calcul nous n'envisagerons qu'un rachat unique.

(15)

CGI, art. 125 D.

(16)

Et par rachat. L'option pour le PFL lors d'un rachat n'implique pas l'application de ce prélèvement pour les prochaines opérations en l'absence de manifestation de volonté.

(17)

L. fin. 1990, no 89-936, 29 déc. 1989, JO 30 déc., art. 112.

(18)

Ce principe est applicable à tous les contrats conclus à partir du 1er janvier 1990. Il s'applique également aux contrats antérieurs qui ont bénéficié des dispositions de l'article 1er de la loi pour la confiance et la modernisation de l'économie ; L. no 2005-842, 26 juill. 2005, JO 27 juill., art. 1er.

(19)

V. notre article, Assurance-vie : Quelles perspectives fiscales ? Dr. & Patr. 2012, no 216, p. 66 et s.

(20)

V. sur cette proposition, notre article, Assurance-vie, quelles perspectives fiscales ? Dr. & Patr. 2012, no 216, p. 66 et s. préc.

(21)

Ph. Baillod, Les charmes fiscaux de l'assurance-vie sous tension, Dr. & Patr. 2011, no 207, p. 30-38.